

EN DÉPIT D'UNE LÉGÈRE BAISSSE EN 2013

La facture du médicament estimée
à 1,89 milliard de dollars

Très légère baisse des importations de produits pharmaceutiques en 2013. La facture du médicament reste élevée avec 1,89 milliard de dollars, en baisse de seulement 0,5%. Ce sont les importations des produits parapharmaceutiques qui ont connu une baisse significative de 25%.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Durant l'année qui vient de s'achever, les importations de l'Algérie de produits pharmaceutiques ont atteint 1,97 milliard de dollars contre 2 milliards de dollars à la même période de 2012, soit une légère baisse de 1,5%, selon les Douanes algériennes citées par l'APS. En termes de quantités, l'Algérie a importé 27 618 tonnes l'année dernière contre 29 810 tonnes durant les 11 premiers mois 2012, soit une baisse de 7,35%.

En dépit de ce petit recul, la facture des médicaments à usage humain reste toujours aussi impor-

tante avec 1,89 milliard de dollars contre 1,91 milliard de dollars durant la période de référence, en baisse de 0,58%. Une légère baisse qui intervient après une hausse de plus de 13% en 2012 et qui est essentiellement due à la baisse de plus de 25% des produits parapharmaceutiques même si les médicaments continuent de représenter 96% des importations globales de l'Algérie des produits pharmaceutiques de janvier à novembre dernier.

Le centre des douanes évoque en effet une baisse de l'ordre de 25,35% des produits parapharma-



Photo : DR

ceutiques. Ces derniers occupent la seconde position avec 50,08 millions de dollars durant les 11 premiers mois 2013, contre 67,08 mil-

lions de dollars à la même période 2012. En termes de volumes, les importations de ces produits ont atteint 1 079 tonnes contre 1 437

tonnes. Concernant les médicaments à usage vétérinaire, les importations se sont établies durant les 11 premiers mois 2013 à 26,86 millions de dollars pour un volume de 564 tonnes contre 23,53 millions de dollars avec un volume de 529 tonnes, soit une hausse de l'ordre de 14,16% en termes de valeur.

Selon l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie, le marché national du médicament représente environ 2,9 milliards de dollars dont 1,85 milliard d'importations et le reste de production locale dont 84% reviennent au secteur privé et 16% au public.

Le taux de production nationale de médicaments atteint par le secteur privé est de 30% et celui réalisé par le groupe Saidal, relevant du secteur public, est de 6%.

N. I.

DES ÉCONOMISTES SONT UNANIMES

L'année 2014 sera difficile

L'année 2014 risque d'être difficile pour l'Algérie en terme économique. Selon l'expert Abdelmalek Serrai, l'inflation risque de faire des ravages au cours de cette année. La hausse des prix sera d'au moins 7% et non de 3% comme prévue par le gouvernement, constate ce consultant, qui considère que le taux du chômage ne baissera pas à 5%.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Serrai, qui s'exprimait hier lors d'une conférence de presse organisée par l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) sous le thème «les défis économiques de l'année 2014», prévoit une croissance économique de l'ordre de 4,6% au cours de cette année. Mais à ce rythme de croissance, dit-il, le chômage se stabilisera autour des 9% et ne baissera pas à 5% comme prévu. Et la branche agricole, selon M. Serrai, dont la croissance tourne autour de

12% et qui va atteindre les 14 %, va améliorer sa contribution au PIB. Cependant, estime le conférencier, l'Algérie va faire face au défi de l'inflation, un point noir engendré par l'importation. Selon lui, avec 60 milliards de dollars d'importations dont 21,5 milliards de dollars dans les produits alimentaires, «l'inflation qui va réduire tous les moyens mis en œuvre par le gouvernement dans les augmentations des salaires, est un mal que nous payons nous-mêmes». L'intervenant a indiqué que l'Algérie gaspille ainsi 20 milliards de dollars annuellement dans des importations sauvages. «Pourquoi l'Etat autorise-t-il l'importation de produits de quincaillerie, d'hygiène corporelle, électroniques ou cosmétiques alors que nous les fabriquons chez nous ?», s'est interrogé le conférencier, qui appelle les pouvoirs publics à maîtriser les importations.

Un autre danger guette également l'Algérie en 2014, selon cet expert, qui cite le commerce informel. Ainsi, dit-il, c'est entre 40 et 42% du commerce qui échappent aux structures de

l'Etat. «Nous sommes en danger tant que notre pays n'exploite que 15% de ses moyens. Nous avons une richesse dormante, nous sommes riches mais nous sommes incapables de consommer l'argent que nous avons en termes d'investissements», estime l'économiste, qui a alerté sur les dangers de l'exploitation du gaz de schiste. «Nous serons peut-être prêts à investir dans le gaz de schiste d'ici 40 à 50 ans mais pas dans l'immédiat», a-t-il soutenu. De son côté, l'expert Moussouni Akli prévoit une décroissance de notre économie.

Selon lui, l'Algérie est le plus faible exportateur de la région MENA avec 0,21% et le plus important importateur avec 26%. Il explique cette situation par rapport aux besoins du marché qui augmentent chaque année avec la croissance de la population qui enregistre un million de naissances par an, d'une part, et d'autre part, la stagnation et la décroissance des productions agricole, agroindustrielle et industrielle.

S. A.

FINANCES COMMUNALES

Une journée d'études pour unifier
les techniques budgétaires

En Algérie, la nomenclature des budgets des communes obéissait à 3 types de statut et ce, depuis le milieu des années 60, à savoir les communes chefs-lieux de wilaya, les communes chefs-lieux de daïra et les autres. A l'échelle nationale, le budget de 994 communes était régi par des textes législatifs datant de 1967 tandis que celui des 547 autres communes obéissait à des textes parus en 1984 et appliqués début 1985.

Cette diversité de nomenclatures, on s'en est rendu compte, n'est pas faite pour répondre à une gestion claire des finances communales. Aussi, les ministères des Finances et de l'Intérieur ont lancé un vaste chantier pour la préparation de nouveaux textes, en vue d'unifier les systèmes de comptabilité et d'analyse à l'ensemble des 1541 communes du pays, un chantier qui a nécessité une étude qui a duré 2 années de préparation. Ces nouveaux textes seront applicables pour l'élaboration des budgets communaux pour l'exer-

cice de 2015. C'est pour expliquer, débattre, discuter et enrichir ces nouveaux textes avec les concernées, que, sur invitation des ministères concernés, a été organisée à Aïn Defla la semaine dernière, une journée d'études, sous forme de séminaire, à l'échelle régionale à l'intention des cadres des communes et des daïras des wilaya de Tissemsilt, Relizane, Chlef et Aïn Defla, le 7^e séminaire du genre à l'échelle du pays.

Ont pris part à ce séminaire, 131 P/APC avec les secrétaires généraux, 48 S/G des daïras des

4 wilayas, 20 contrôleurs financiers intercommunaux, 47 trésoriers intercommunaux, les 14 chefs de daïras de la wilaya de Aïn Defla. Le séminaire a été encadré par des cadres du ministère des Finances et de l'Intérieur, avec, à leur tête, M. Azzeddine Kerri, directeur des finances locales, un représentant de l'Inspection générale des finances (IGF). Après l'ouverture officielle du séminaire par le wali de Aïn Defla, M. Kerri, une fois le programme de la journée annoncé, a savoir l'examen de l'aspect juridique du nouveau projet durant la matinée, l'après-midi a été consacrée au débat, aux discussions et autres propositions. A ce sujet, il dira : «Nous sommes venus vous écouter, écouter vos propositions, vos remarques car le chantier reste ouvert». Cependant, pour les observateurs, la rentabilité de ce genre

de journée de formation restera faible du fait que, nombreux parmi les présidents des assemblées communales n'ont aucune formation de base dans le domaine des finances publiques, encore moins dans l'exécution des budgets. Pour preuve, nombreux parmi eux aussi, qui, sciemment ou par ignorance, ont commis des infractions pour lesquelles ils sont aujourd'hui poursuivis par la justice. Quelque part, un autre travail doit se faire au niveau des partis sur le choix des hommes qui seront appelés à gérer les deniers publics.

En effet, il n'est pas facile pour un quelconque artisan de gérer un budget qui se chiffre à des milliards, alors qu'il méconnaît totalement les bases juridiques et comptables qui régissent la cellule de base de l'Etat qui est la commune.

Karim O.

Les anciens
sénateurs fêtent
le 16^e anniversaire
de la création
du Conseil
de la nation

Les anciens membres du Conseil de la nation affirment avoir subi des pressions pour les dissuader de créer leur association. L'idée qui a germé dès le premier renouvellement partiel en 2000, éjectant un tiers des «sénateurs» par tirage au sort, n'a pu ainsi se concrétiser qu'en 2013. L'association a tenu sa première activité célébrant le 16^e anniversaire de l'institution de la Chambre haute du Parlement hier à l'hôtel Hilton. Le choix de cet hôtel est motivé, selon son SG, M. Mohamed Benalia, par sa «charge symbolique». Le Hilton, où les membres étaient hébergés pour des raisons sécuritaires durant les années de terrorisme, avait, en effet, abrité les premières sessions du Conseil de la nation. «C'est un espace qui se veut, d'abord, un lieu de rencontre pour ses adhérents et, ensuite, un lieu de réflexion et de débats sur les questions qui engagent l'avenir de la nation afin d'accompagner les pouvoirs publics pour les questions d'intérêt général», a-t-on indiqué. Selon M. Benalia, le dossier de l'association est resté dans les tiroirs de l'administration et l'assemblée constitutive de l'association n'a pu se tenir qu'en novembre 2012.

«On nous disait qu'il existait déjà une association de parlementaires et qu'il était inutile d'en créer une autre. Mais grâce au relationnel de notre président notamment M. Mohamed Bensmaili (Aïn Defla), nous avons pu organiser notre assemblée constitutive le 3 novembre 2012, qui a vu la présence de 30 membres venant de 22 wilayas, à l'issue de laquelle, nous avons élu un bureau exécutif», a-t-il rappelé. Et d'ajouter : «Ce n'était pas fini, puisque ce n'est qu'en janvier 2013 que les services du ministère de l'Intérieur ont accepté le dépôt de notre dossier. Or, nous n'avons eu l'agrément qu'en novembre 2013».

Une conférence sur le bicaméralisme retraçant les 16 ans d'existence du Conseil de la nation a été donnée à l'occasion par Lamine Cheriet, actuel sénateur qui a eu déjà à faire un premier mandat de trois ans, à la création de cette Chambre haute du Parlement.

L. H.